

Sur la proposition de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture et de Notre Ministre de la Santé publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1er de la loi du 21 juin 1983 relative aux aliments médicamenteux pour animaux est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

1° médicament : le médicament au sens de l'article 1er de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments;

2° prémélange médicamenteux : tout médicament vétérinaire préparé à l'avance en vue de la fabrication ultérieure d'aliments médicamenteux;

3° aliment médicamenteux : tout mélange de médicament(s) vétérinaire(s) et d'aliment(s) préparé préalablement à sa mise sur le marché et destiné à être administré aux animaux sans transformation en raison des propriétés curatives ou préventives ou des autres propriétés du médicament;

4° produire : fabriquer, préparer, notamment répartir en doses et conditionner;

5° commercialiser : mettre dans le commerce, détenir, stocker, exposer, mettre en vente, vendre, remettre à titre gratuit ou onéreux, échanger, transporter, et importer. »

Art. 2. L'article 4 de la même loi est abrogé.

Art. 3. Notre Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions et Notre Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises
et de l'Agriculture,
A. BOURGEOIS

Le Ministre de la Santé publique,
J. SANTKIN

Op de voordracht van Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw en Onze Minister van Volksgezondheid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van de wet van 21 juni 1983 betreffende gemedicineerde diervoeders wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° geneesmiddel : het geneesmiddel als bedoeld in artikel 1 van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen;

2° gemedicineerd voormengsel : elk geneesmiddel voor diergeneeskundig gebruik dat van tevoren is bereid met het oog op de bereiding van gemedicineerde diervoeders;

3° gemedicineerd diervoeder : elk mengsel van geneesmiddel(en) voor diergeneeskundig gebruik en diervoeder(s) dat vóór het in de handel brengen is bereid en is bestemd om als zodanig te worden toegediend aan dieren vanwege de therapeutische, profylactische of andere eigenschappen van het geneesmiddel;

4° voortbrengen : fabriceren, bereiden, inzonderheid in doses verdelen en conditioneren;

5° verhandelen : in de handel brengen, in bezit houden, opslaan, tentoonstellen, te koop aanbieden, verkopen, ten kosteloze of ten bezwarende titel afleveren, ruilen, vervoeren en invoeren. »

Art. 2. Artikel 4 van diezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 3. Onze Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft en Onze Minister die Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
en Landbouw,
A. BOURGEOIS

De Minister van Volksgezondheid,
J. SANTKIN

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 95 — 1537

[S-Mac — 16115]

3 AVRIL 1995. — Arrêté royal portant exécution de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics, notamment les articles 4, § 1er, alinéa 2, 5, 1^{er} et 9^o, 6, 7, 8, § 2, 9, § 2, 11, § 1er, alinéa 1er, et 13, § 3;

Vu l'avis de la Commission COMFORM, donné le 24 septembre 1993;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 janvier 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques, de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, de Notre Ministre des

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 95 — 1537

[S-Mac — 16115]

3 APRIL 1995. — Koninklijk besluit tot uitvoering van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten, inzonderheid op de artikelen 4, § 1, tweede lid, 5, 1^o en 9^o, 6, 7, 8, § 2, 9, § 2, 11, § 1, eerste lid, en 13, § 3;

Gelet op het advies van de Commissie COMFORM, gegeven op 24 september 1993;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 januari 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Economische Zaken Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken, Onze Minister van Financiën en

Finances et de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *Activités ambulantes exercées en dehors des marchés publics, de la voie publique ou du domicile du consommateur (article 4, § 1er, alinéa 2, de la loi)*

Article 1er. L'interdiction imposée par l'article 4, § 1er, de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics, ci-après dénommée la loi, ne s'applique pas :

1° aux ventes de fleurs effectuées dans les hôtels, les restaurants et les cafés;

2° aux ventes de vêtements d'occasion organisés par les centres publics d'aide sociale ou les organismes de bienfaisance agréés par l'autorité communale, aux endroits et locaux désignés par cette autorité;

3° aux ventes de confiserie, cigarettes, boissons, livres, cassettes, disques et disques compacts, effectuées dans des salles de spectacles et représentations et à l'occasion de ces spectacles et représentations;

4° aux ventes organisées par un commerçant en dehors des établissements affectés à ses activités, à condition que :

a) elles se justifient en raison d'un sinistre, par la nécessité d'écouler les stocks de marchandises;

b) elles s'effectuent en une seule opération, au même endroit, pendant une période et un nombre de jours déterminés sans discontinuité, sauf les dimanches et jours fériés;

c) une demande d'autorisation accompagnée d'une déclaration préalable contenant les informations permettant de vérifier la réalisation des conditions prévues au b) soit effectuée auprès du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture.

Cette demande sera accompagnée d'une attestation établie par le bourgmestre de la commune où le sinistre a eu lieu et portant sur la réalité et l'importance du sinistre.

La vente ou l'offre en vente pourra se dérouler moyennant affichage d'une copie de cette demande accompagnée de la déclaration et de l'attestation visées sous c).

Dès réception de l'autorisation, celle-ci sera affichée. L'autorisation ou le refus du Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions ou de son délégué doit être adressé par lettre recommandée au demandeur au plus tard dans les trente jours ouvrables de la réception de la demande.

CHAPITRE II. — *Ventes à but exclusivement philanthropique et ventes occasionnelles de biens appartenant au vendeur (article 5, 1°, de la loi)*

Art. 2. Ne sont pas soumises aux dispositions de la loi, les ventes sans caractère commercial et à but exclusivement philanthropique réalisées par des associations sans but lucratif ou des établissements d'utilité publique agréés par le Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions, en vue de l'application de l'article 5, 1°, de la loi.

L'agrément est accordé annuellement et exclusivement pour des manifestations temporaires ne pouvant excéder au total trente jours par an.

Art. 3. L'agrément doit être demandé au Ministre par lettre recommandée. La demande doit préciser le calendrier des manifestations projetées.

Le calendrier ne peut prévoir plus de deux manifestations par mois, chacune d'elles ne peut excéder quatre jours.

Les agréments accordés sur base de l'arrêté ministériel du 10 août 1987 relatif à l'exercice des activités ambulantes, les conditions auxquelles les manifestations philanthropiques sont autorisées, restent valables jusqu'à la fin de la période pour laquelle ils ont été délivrés.

Le Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions peut déroger, dans les limites fixées à l'article 2 de cet arrêté, aux dispositions de l'alinéa 2 en faveur des établissements d'utilité publique.

Art. 4. L'agrément peut être obtenu pour autant que les conditions suivantes soient réunies :

1° les statuts de l'association ou de l'établissement doivent avoir été publiés aux annexes au *Moniteur belge* depuis deux ans au moins à partir de la date de l'introduction de la demande d'agrément;

Onze Ministre van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Ambulante activiteiten uitgeoefend op andere plaatsen dan op de openbare markten, de openbare weg of ten huize van de consument (artikel 4, § 1, tweede lid, van de wet)*

Artikel 1. Het verbod opgelegd in artikel 4, § 1, van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van de ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten, hierna de wet te noemen, is niet van toepassing op :

1° de verkoop van bloemen in hotels, restaurants en cafés;

2° de verkoop van tweedehandskleding, georganiseerd door openbare centra voor maatschappelijk welzijn of door liefdadigheidsinstellingen die door de gemeentelijke overheid zijn erkend, op plaatsen en in lokalen die door deze overheid zijn aangeduid;

3° de verkoop van suikerwaren, sigaretten, drank, boeken, cassettes, platen en compact disks in zalen waar vertoningen en voorstellingen plaatshebben en naar aanleiding van die vertoningen en voorstellingen;

4° de verkoop, georganiseerd door een handelaar, buiten de voor zijn activiteiten bestemde vestigingen, op voorwaarde dat :

a) de verkoop verantwoord is door een ramp, die tot gevolg heeft dat het nodig is de voorraad waren van de hand te doen;

b) de verkoop geschiedt in één enkele verrichting, op dezelfde plaats, gedurende een bepaalde periode en op bepaalde dagen zonder onderbreking, behalve op zon- en feestdagen;

c) een aanvraag om vergunning, samen met een voorafgaande aangifte gedaan bij een ter post aangetekende brief, die de informatie bevat waarmee kan worden nagegaan of de in b) gestelde voorwaarden zijn vervuld, werd gericht aan het Ministerie van Middenstand en Landbouw.

Bij deze aanvraag wordt een attest gevoegd dat is opgemaakt door de burgemeester van de gemeente waar de ramp is gebeurd en dat betrekking heeft op de realiteit en op de omvang van de ramp.

De verkoop of de tekoopaanbieding mag plaatsvinden op voorwaarde dat een afschrift van die aanvraag, vergezeld van de aangifte en het attest bedoeld in c), aangeplakt worden.

De vergunning wordt aangeplakt zodra ze ontvangen is. De vergunning of de weigering door de Minister bevoegd voor de middenstand of door zijn afgevaardigde moet per aangetekende brief verstuurd worden aan de aanvrager, ten laatste binnen dertig werkdagen na ontvangst van de aanvraag.

HOOFDSTUK II. — *Verkopen met een uitsluitend menslievend doel en occasionele verkopen van goederen die de verkoper toebehoren (artikel 5, 1°, van de wet)*

Art. 2. Aan de bepalingen van de wet zijn niet onderworpen de verkopen zonder handelskarakter met een uitsluitend menslievend doel; verricht door verenigingen zonder winstoogmerk of door instellingen van openbaar nut die door de Minister bevoegd voor de middenstand zijn erkend met het oog op de toepassing van artikel 5, 1°, van de wet.

De erkenning wordt jaarlijks verleend, uitsluitend voor tijdelijke manifestaties die in totaal dertig dagen per jaar niet mogen overschrijden.

Art. 3. De erkenning moet aan de Minister per aangetekende brief worden gevraagd. Het tijdschema van de geplande manifestaties moet nauwkeurig worden vermeld in de aanvraag.

Het tijdschema mag niet voorzien in meer dan twee manifestaties per maand. De duur van elke manifestatie mag vier dagen niet overschrijden.

De erkenningen verleend op grond van het ministerieel besluit van 10 augustus 1987 betreffende de uitoefening van de ambulante activiteiten en van de voorwaarden waaronder menslievende manifestaties worden toegelaten, blijven geldig tot verloop van de duur waarvoor zij werden afgegeven.

De Minister bevoegd voor de middenstand kan, binnen de grenzen bepaald in artikel 2 van dit besluit, van de bepalingen uit het tweede lid afwijken ten gunste van de instellingen van openbaar nut.

Art. 4. De erkenning kan worden verkregen indien aan de volgende voorwaarden voldaan is :

1° de statuten van de vereniging of de instelling moeten in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn sedert ten minste twee jaar vanaf de datum van de indiening van de erkenningsaanvraag;

2° sans préjudice des articles 619 et 621 du Code d'instruction criminelle, les dirigeants de l'association ou de l'établissement ne peuvent avoir encouru, au cours des dix dernières années à la date d'introduction de la demande, de condamnation pénale, coulée en force de chose jugée, à l'exclusion des condamnations à des peines de police et de celles pour des délits involontaires;

3° les dirigeants de l'association ou de l'établissement doivent s'engager à fournir, en fin d'année, un bilan faisant apparaître que les fonds ont été affectés à la réalisation de l'objet déclaré;

4° pour les opérations de vente, les associations et les établissements agréés ne peuvent en aucun cas s'adjoindre la collaboration d'un commerçant qui en tirerait un profit quelconque.

Art. 5. Le Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions peut demander, en cours d'année, toute information nécessaire en vue de contrôler si le déroulement des opérations est conforme aux conditions du présent arrêté.

L'agrément peut être retiré à tout moment ou ne pas être renouvelé en cas de non-respect des conditions prévues au présent arrêté.

Art. 6. Les associations ou les établissements agréés par le Ministre des Finances, en application de l'article 104, alinéa 1er, 3°, b, d, e et g, et 4°, du Code des impôts sur les revenus 1992, sont dispensés de prouver qu'ils satisfont aux conditions de l'article 4, 1° à 3°, du présent arrêté.

Art. 7. Les ventes occasionnelles de biens appartenant au vendeur, visées à l'article 5, 1°, de la loi, ne sont pas soumises aux dispositions de la loi pour autant :

1° qu'elles portent sur des objets appartenant au vendeur, qui n'ont pas été acquis dans le but d'être vendus et qu'elles s'effectuent dans le cadre de la gestion normale d'un patrimoine privé;

2° que lorsqu'elles s'effectuent dans le cadre d'une manifestation regroupant plusieurs vendeurs non professionnels, les conditions suivantes soient réunies :

- a) la manifestation est organisée ou autorisée par la commune du lieu où elle se déroule;
- b) la manifestation n'a pas lieu plus d'une fois par mois, en dehors des mois de juillet et d'août;
- c) la commune organisant ou autorisant la manifestation communique préalablement ses lieux, jours et heures au Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions et elle lui transmet sans délai la liste des participants à cette manifestation.

CHAPITRE III. — Conditions auxquelles certaines activités ne sont pas soumises aux dispositions de la loi (article 5, 9°, de la loi)

Art. 8. La loi ne s'applique pas aux ventes au domicile d'un consommateur autre que l'acheteur, à condition que :

- 1° le vendeur satisfasse aux dispositions du Code de la taxe sur la valeur ajoutée;
- 2° l'opération ne présente aucun caractère permanent et qu'elle se déroule en une seule fois et en un seul jour;
- 3° la vente soit préalablement et personnellement annoncée à toutes les personnes auxquelles elle s'adresse, avec indication des produits auxquels elle se rapporte;
- 4° la vente se déroule dans la partie habitée d'une habitation exclusivement utilisée à des fins privées.

CHAPITRE IV

Produits ne pouvant faire l'objet d'une activité ambulante (article 6, alinéa 1er, 1°, de la loi)

Art. 9. § 1er. Ne peuvent faire l'objet d'une activité ambulante :

- 1° les produits pharmaceutiques, les drogues et les plantes médicinales;
- 2° les appareils médicaux ou orthopédiques, y compris notamment les bandages herniaires, les appareils de massage, les appareils pour malentendants, les appareils d'électrothérapie;
- 3° les articles d'optique et de lunetterie, y compris les lentilles et les montures (à l'exception des lunettes solaires sans effets correcteurs);
- 4° les métaux précieux et les objets fabriqués au moyen de ceux-ci, les pierres précieuses et semi-précieuses, les perles véritables, y compris les perles de culture;

2° zonder afbreuk te doen aan artikelen 619 en 621 van het Wetboek van Strafvordering mogen de bestuursleden van de vereniging of instelling in de loop van de laatste tien jaar sinds de datum van de indiening van de erkenningsaanvraag, geen strafrechtelijke veroordeling opgelopen hebben die in kracht van gewijsde is gegaan, met uitsluiting van veroordelingen tot politiestrafpen en van veroordelingen wegens onopzettelijke misdrijven;

3° de bestuursleden van de vereniging of instelling moeten zich ertoe verbinden op het einde van het jaar een balans voor te leggen waaruit blijkt dat de fondsen werden gebruikt voor de verwezenlijking van het aangegeven doel;

4° voor de verkoop mogen de erkende verenigingen en instellingen in geen geval de medewerking inschakelen van handelaars die op enigerlei wijze hierbij winst maken.

Art. 5. De Minister bevoegd voor de middenstand kan in de loop van het jaar alle nodige informatie vragen om na te gaan of de verrichtingen verlopen overeenkomstig de voorwaarden van dit besluit.

De erkenning kan bij niet-naleving van de in dit besluit bepaalde voorwaarden steeds worden ingetrokken of niet vernieuwd worden.

Art. 6. De verenigingen of instellingen die door de Minister van Financiën erkend zijn met toepassing van artikel 104, eerste lid, 3°, b, d, e en g, en 4°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, hoeven niet te bewijzen dat zij voldoen aan de voorwaarden van artikel 4, 1° tot 3°, van dit besluit.

Art. 7. Occasionele verkopen van goederen die de verkoper toebehoren, bedoeld in artikel 5, 1°, van de wet, zijn niet onderworpen aan de bepalingen van de wet, op voorwaarde :

1° dat ze betrekking hebben op voorwerpen die aan de verkoper toebehoren, die niet werden verworven om verkocht te worden en dat ze plaatsvinden in het kader van het normaal beheer van een privaat vermogen;

2° dat, wanneer ze plaatshebben in het kader van een manifestatie die verscheidene niet-professionele verkopers verenigt, volgende voorwaarden vervuld zijn :

- a) de manifestatie wordt georganiseerd of toegestaan door de gemeente van de plaats waar ze doorgaat;
- b) de manifestatie vindt niet meer dan eenmaal per maand plaats, behalve tijdens de maanden juli en augustus;
- c) de gemeente die de manifestatie organiseert of toestaat, meldt vooraf de plaatsen, dagen en uren aan de Minister bevoegd voor de middenstand en bezorgt hem onverwijld de lijst van de deelnemers aan die manifestatie.

HOOFDSTUK III. — Voorwaarden waaronder bepaalde activiteiten niet onderworpen zijn aan de bepalingen van de wet (artikel 5, 9°, van de wet)

Art. 8. De wet is niet van toepassing op de verkopen ten huize van een andere consument dan de koper, op voorwaarde dat :

- 1° de verkoper voldoet aan de bepalingen van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde;
- 2° de handeling op generlei wijze permanent is en in één keer en op één dag plaats heeft;
- 3° de verkoop vooraf en persoonlijk wordt aangekondigd aan allen voor wie hij bestemd is, met vermelding van de producten waar het om gaat;

4° de verkoop plaats heeft in het bewoonde gedeelte van een woning dat uitsluitend voor privédoeleinden gebruikt wordt.

HOOFDSTUK IV

Producten die niet het voorwerp mogen zijn van een ambulante activiteit (artikel 6, eerste lid, 1°, van de wet)

Art. 9. § 1. Mogen niet het voorwerp zijn van een ambulante activiteit :

- 1° farmaceutische producten, drogerijen en geneeskrachtige kruiden;
- 2° medische of orthopedische apparaten, inzonderheid met inbegrip van breukbanden, massagetoestellen, hoorapparaten en apparaten voor elektrotherapie;
- 3° optische artikelen en brillenmakersartikelen met inbegrip van lenzen en monturen (met uitzondering van niet-optische zonnebrillen);
- 4° edele metalen en voorwerpen met behulp daarvan vervaardigd, edelgesteenten en halfedelstenen, echte parels, met inbegrip van gekweekte parels;

5° les armes et les munitions.

6° les boissons spiritueuses;

7° les articles dont la vente est interdite par d'autres dispositions légales ou réglementaires.

§ 2. Par dérogation au § 1er, la vente sur les marchés publics de produits usagés visés au § 1er, 3°, 4° et 5°, à l'exclusion des produits visés à l'article 1er, alinéa 2, de la loi du 11 août 1987 relative à la garantie des ouvrages en métaux précieux et ceux visés aux articles 14bis et 15 de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, pourra être autorisée aux personnes exerçant un commerce sédentaire de détail en antiquité et brocante. En cas de cessation de ce commerce, l'autorisation sera retirée.

Art. 10. Ne peuvent faire l'objet d'une activité ambulante sur la voie publique ou au domicile du consommateur :

1° les appareils électriques et leurs accessoires sauf les appareils électroménagers;

2° les bijoux d'imitation;

3° les produits textiles, quelle que soit la nature de la fibre, les vêtements et le linge;

4° les articles de cuir;

5° les chaussures, les produits destinés à les fabriquer et à les réparer;

6° les pelletteries;

7° les articles de maroquinerie, quelles que soient les matières premières ayant servi à les fabriquer;

8° les articles d'horlogerie;

9° les articles pour fumeurs.

Art. 11. Ne peuvent faire l'objet d'une activité ambulante au domicile du consommateur :

1° les semences et les plantes;

2° le vin, les produits d'épicerie et les denrées coloniales;

3° les produits de la boulangerie, de la pâtisserie et de la confiserie;

4° la viande fraîche, les préparations de viandes et les viandes préparées, surgelées ou non;

5° les objets usagés ou d'occasion.

Art. 12. Les interdictions prévues aux articles 9 et 10 de cet arrêté s'appliquent aussi à la vente des marchandises détériorées par l'usage ou d'occasion, sauf ce qui est prévu à l'article 9, § 2.

CHAPITRE

*Conditions pour l'exercice d'activités ambulantes
(article 6, alinéa 1er, 2°, de la loi)*

Art. 13. L'autorisation ne peut être accordée :

1° pour exercer l'activité ambulante pour compte propre, en qualité de personne chargée de la gestion journalière d'une société ou en qualité d'associé actif lorsque l'intéressé n'est pas âgé de 18 ans;

2° pour exercer l'activité ambulante en qualité d'aidant ou de salarié, lorsque l'intéressé n'a pas atteint l'âge de 16 ans.

Art. 14. L'autorisation d'exercer une activité ambulante peut être refusée, le cas échéant, après consultation du ministère public, à ceux qui ont encouru une condamnation pénale coulée en force de chose jugée, à l'exclusion des condamnations à des peines de police.

Art. 15. Sans préjudice des dispositions des conventions et traités internationaux, les ressortissants de pays étrangers ne pourront être autorisés à exercer une activité ambulante que pour autant qu'ils auront résidé durant dix ans dans le Royaume à la date d'introduction de la demande sauf s'il s'agit du conjoint, de la conjointe ou des enfants à charge d'un Belge ou d'un ressortissant d'un Etat Membre des Communautés européennes bénéficiant du droit de séjour en Belgique.

Art. 16. § 1er. Toute personne désirant exercer une activité ambulante dans un domaine réglementé, en exécution de la loi du 15 décembre 1970, sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, ne pourra, si elle est soumise à cette réglementation, obtenir l'autorisation que si elle satisfait aux dispositions réglementaires régissant ce type d'activité.

5° wapens en munitie;

6° sterke dranken;

7° artikelen, waarvan de verkoop verboden is krachtens andere wettelijke of reglementaire bepalingen.

§ 2. In afwijking van § 1 kan machtiging tot verkoop op de openbare markten van de in § 1, 3°, 4° en 5°, bedoelde gebruikte produkten, uitgezonderd de produkten bepaald in artikel 1, tweede lid, van de wet van 11 augustus 1987 houdende waarborg van werken uit edele metalen en deze bepaald in artikelen 14bis en 15 van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, worden verleend aan personen die een sedentaire kleinhandel in antiquiteiten en rariteiten uitoefenen. Bij stopzetting van die handel wordt de machtiging ingetrokken.

Art. 10. Mogen niet het voorwerp zijn van een ambulante activiteit op de openbare weg of ten huize van de consument :

1° elektrische toestellen en toebehoren uitgezonderd elektrische huishoudapparaten;

2° namaakjuwelen;

3° textielprodukten, ongeacht de aard van de vezel, kledingstukken en linnengoed;

4° lederwaren;

5° schoenen, produkten bestemd voor het vervaardigen of herstellen van schoenen;

6° pelterijen;

7° marokijnwaren, uit welke grondstof ook zij vervaardigd;

8° horlogemakersartikelen;

9° rookartikelen.

Art. 11. Mogen niet het voorwerp zijn van een ambulante activiteit ten huize van de consument :

1° zaden en planten;

2° wijn, kruidenierswaren en koloniale waren;

3° brood- en banketbakkersprodukten en suikerwaren;

4° vers vlees, vleesbereidingen en bereide vleeswaren, al dan niet diepgevroren;

5° gebruikte of tweedehandse voorwerpen.

Art. 12. De verbodsbepalingen vastgelegd in de artikelen 9 en 10 van dit besluit gelden eveneens voor de verkoop van gebruikte en tweedehandse koopwaren, met uitzondering van wat in artikel 9, § 2, is bepaald.

HOOFDSTUK V

*Voorwaarden voor de uitoefening van ambulante activiteiten
(artikel 6, eerste lid, 2°, van de wet)*

Art. 13. De machtiging mag niet worden verleend :

1° om de ambulante activiteit voor eigen rekening, als persoon belast met het dagelijks bestuur of als werkend vennoot uit te oefenen, indien de betrokkene geen 18 jaar oud is;

2° om de ambulante activiteit als helper of als werknemer uit te oefenen, indien betrokkene de leeftijd van 16 jaar niet bereikt heeft.

Art. 14. Machtiging tot het uitoefenen van een ambulante activiteit kan, in voorkomend geval, na raadpleging van het openbaar ministerie, worden geweigerd aan degenen die een strafrechtelijke veroordeling hebben opgelopen welke in kracht van gewijsde is gegaan, met uitsluiting van veroordelingen tot politiestrafpen.

Art. 15. Onverminderd bepalingen van de internationale overeenkomsten en verdragen, kunnen onderdanen van vreemde landen slechts gemachtigd worden om een ambulante activiteit uit te oefenen indien zij op de datum van indiening van de aanvraag gedurende tien jaar in het Koninkrijk verbleven hebben, behalve indien het gaat om de echtgenoot, de echtgenote of de kinderen ten laste van een Belg of een onderdaan van een Lidstaat van de Europese Unie die het recht heeft in België te verblijven.

Art. 16. § 1. Iedereen die een ambulante activiteit wenst uit te oefenen op een gebied dat gereguleerd is ter uitvoering van de wet van 15 december 1970 op de uitoefening van beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen, kan, als hij aan deze reglementering is onderworpen, slechts machtiging verkrijgen indien hij voldoet aan de reglementaire bepalingen die voor dit soort activiteit gelden.

§ 2. Toute personne désireuse d'exercer une activité ambulante concernant la viande, les préparations de viande et les viandes préparées, ainsi que le poisson frais, ne pourra obtenir l'autorisation que si elle satisfait aux dispositions réglementaires régissant ce type d'activité.

Art. 17. Les personnes détentrices d'une autorisation valable pour les marchandises usagées ou d'occasion, ne peuvent exercer une activité ambulante portant sur les marchandises neuves. De même, celles autorisées à exercer une activité ambulante portant sur des marchandises neuves, ne peuvent exercer une activité ambulante portant sur des marchandises usagées ou d'occasion.

Art. 18. Le nombre des personnes visées à l'article 3, alinéa 2, 3^o et 4^o, de la loi, autorisées à travailler pour compte d'une même entreprise ou chargées de la gestion journalière est limité à 3, lorsque l'activité s'exerce sur les marchés publics.

Art. 19. L'activité ambulante exercée au domicile du consommateur est interdite durant les mois d'octobre à février avant 8 heures et après 17 heures; durant les mois de mars et d'avril, avant 8 heures et après 19 heures; durant les mois de mai à septembre, avant 8 heures et après 20 heures.

CHAPITRE VI. — Autorisation d'exercer des activités ambulantes (article 7 de la loi)

Art. 20. § 1er. Les demandes en obtention, en remplacement, en modification ou en renouvellement de l'autorisation d'exercer des activités ambulantes autres que celles visées à l'article 1er, 2^o et 4^o, de cet arrêté, doivent être adressées au Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture. Elle doivent l'être par l'intermédiaire de la commune de la résidence principale du demandeur, au moyen du formulaire type figurant à l'annexe I du présent arrêté, mis à la disposition de cette commune par le Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture.

La demande émanant d'une personne qui n'a pas sa résidence principale en Belgique est introduite par le canal de la commune de son choix.

§ 2. Toutefois, par dérogation au § 1er, les demandes en obtention de l'autorisation introduites simultanément pour dix personnes au moins, exerçant l'activité ambulante pour le compte d'une même personne ou société peuvent être introduites directement auprès du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture par la personne pour le compte de laquelle les salariés intéressés agissent ou par la personne chargée de la gestion journalière de la société. Lorsqu'il sera fait usage de cette faculté, une photo du demandeur devra être jointe à chaque demande.

§ 3. La demande visant à obtenir l'autorisation d'effectuer une des ventes prévues à l'article 1er, 2^o, de cet arrêté doit être effectuée par lettre recommandée à la poste, au Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture.

Art. 21. Toute demande en obtention, en remplacement, en modification ou en renouvellement de l'autorisation est soumise à une taxe forfaitaire de 1 000 francs acquittée par l'apposition de timbres fiscaux sur le formulaire introductif. Toutefois, la taxe s'élève à 2 500 francs pour les demandes visant à obtenir l'autorisation d'effectuer une vente au sens de l'article 1er, 4^o, de cet arrêté.

Les demandes visant à obtenir l'autorisation d'effectuer une vente prévue à l'article 1er, 2^o, de cet arrêté sont dispensées de cette taxe.

Art. 22. Toute demande de renouvellement doit être introduite entre le nonantième et le soixantième jour calendrier précédant le terme de la validité de l'autorisation en cours.

Art. 23. L'autorisation dont on sollicite le renouvellement ou la modification doit être jointe à la demande en renouvellement ou en modification; en échange de cette autorisation, la commune délivre une attestation provisoire, exempte de taxe, établie selon le modèle figurant à l'annexe II du présent arrêté. Une attestation semblable est délivrée en cas de demande de remplacement d'une autorisation égarée; l'attestation doit être restituée à l'autorité qui l'a délivrée lors de la remise de la nouvelle autorisation ou au reçu de la notification de refus.

Art. 24. § 1er. Les autorisations d'exercer une activité ambulante autre que celles visées à l'article 1er, 2^o ou 4^o, du présent arrêté, revêtent la forme d'une carte conforme à l'un des modèles figurant à l'annexe III.

La carte délivrée au demandeur pour l'exercice d'une activité ambulante pour compte personnel, ou en qualité de personne chargée de la gestion journalière d'une société est de couleur bleue. Les autres cartes sont de couleur rose.

§ 2. Iedereen die een ambulante activiteit wenst uit te oefenen die betrekking heeft op vlees, vleesbereidingen en bereide vleeswaren, alsook verse vis, kan slechts de machtiging verkrijgen indien hij voldoet aan de reglementaire bepalingen die voor dit soort activiteit gelden.

Art. 17. Personen die houder zijn van een machtiging tot het uitoefenen van een ambulante activiteit geldig voor gebruikte of tweedehandse koopwaren, mogen geen ambulante activiteit in nieuwe koopwaar uitoefenen. Evenmin mogen zij die gemachtigd zijn om een ambulante activiteit in nieuwe koopwaren uit te oefenen, een ambulante activiteit in gebruikte of tweedehandse koopwaar uitoefenen.

Art. 18. Het aantal personen, bedoeld in artikel 3, tweede lid, 3^o en 4^o, van de wet, die gemachtigd zijn om te werken voor rekening van eenzelfde onderneming of belast met het dagelijks bestuur, is beperkt tot 3, indien de activiteit wordt uitgeoefend op de openbare markten.

Art. 19. De ambulante activiteit ten huize van de consument is van oktober tot februari verboden voor 8 uur en na 17 uur; gedurende maart en april, voor 8 uur en na 19 uur; van mei tot september voor 8 uur en na 20 uur.

HOOFDSTUK VI. — Machtiging tot het uitoefenen van ambulante activiteiten (artikel 7 van de wet)

Art. 20. § 1. De aanvragen tot het verkrijgen, het vervangen, het wijzigen of het vernieuwen van de machtiging voor andere ambulante activiteiten dan die bedoeld in artikel 1, 2^o of 4^o, van dit besluit moeten worden gericht aan het Ministerie van Middenstand en Landbouw. Dit geschiedt door toedoen van de gemeente waar de aanvrager zijn hoofdverblijfplaats heeft, door middel van het als bijlage I bij dit besluit gevoegde modelformulier dat door het Ministerie van Middenstand en Landbouw ter beschikking van die gemeente wordt gesteld.

De aanvraag van een persoon die geen hoofdverblijfplaats heeft in België, wordt ingediend via de gemeente van zijn keuze.

§ 2. In afwijking van § 1, mogen evenwel de aanvragen tot het verkrijgen van de machtiging, welke gelijktijdig worden ingediend voor ten minste tien personen die de ambulante activiteit uitoefenen voor rekening van één en dezelfde persoon of vennootschap, rechtstreeks bij het Ministerie van Middenstand en Landbouw worden ingediend door de persoon voor wiens rekening de betrokken werknemers optreden of door de persoon belast met het dagelijks bestuur van de vennootschap. Wanneer van deze mogelijkheid gebruik zal gemaakt worden, dient bij elke aanvraag een foto van de aanvrager gevoegd te worden.

§ 3. De aanvraag tot het verkrijgen van de machtiging tot een van de in artikel 1, 2^o, van dit besluit vermelde verkopen, moet geschieden door middel van een bij ter post aangetekende brief, gericht aan het Ministerie van Middenstand en Landbouw.

Art. 21. Elke aanvraag tot het verkrijgen, het vervangen, het wijzigen of het vernieuwen van de machtiging is onderworpen aan een forfaitaire taks van 1 000 frank, die wordt voldaan door het aanbrengen van fiscale zegels op het aanvraagformulier. De taks bedraagt evenwel 2 500 frank voor de aanvragen tot het verkrijgen van de machtiging tot een verkoop zoals bedoeld in art. 1, 4^o van dit besluit.

De aanvragen tot verkrijging van de machtiging tot een in artikel 1, 2^o, van dit besluit vermelde verkoop, zijn van taks vrijgesteld.

Art. 22. Elke aanvraag tot vernieuwen moet worden ingediend tussen de negentigste en de zestigste dag die aan de datum voorafgaat waarop de geldigheid van de lopende machtiging verstrijkt.

Art. 23. De machtiging waarvan de vernieuwing of de wijziging wordt aangevraagd moet worden gevoegd bij de aanvraag tot vernieuwing of wijziging; in ruil voor die machtiging geeft de gemeente een voorlopig getuigschrift af, dat vrij is van taks en dat opgesteld is volgens het als bijlage II bij dit besluit gevoegde model. Dergelijk getuigschrift wordt eveneens afgegeven in geval van aanvraag tot het vervangen van een verloren machtiging; het getuigschrift dient bij de afgifte van de nieuwe machtiging of bij de ontvangst van de kennisgeving van de weigering te worden teruggegeven aan de overheid die het heeft afgegeven.

Art. 24. § 1. De machtigingen tot het uitoefenen van een andere ambulante activiteit dan die bedoeld in artikel 1, 2^o of 4^o, van dit besluit hebben de vorm van een kaart die overeenstemt met één van de modellen in bijlage III.

De kaart die aan de aanvrager wordt afgegeven voor het uitoefenen van een ambulante activiteit voor eigen rekening of als persoon belast met het dagelijks bestuur van een vennootschap heeft een blauwe kleur. De andere kaarten hebben een roze kleur.

Ces autorisations sont délivrées par le Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions, ou par son délégué, par l'intermédiaire de la commune. Toutefois, dans l'hypothèse prévue à l'article 20, § 2, du présent arrêté, les autorisations sont délivrées à la personne pour le compte de laquelle les salariés intéressés agissent ou à la personne chargée de la gestion journalière de la société.

§ 2. L'autorisation de pratiquer une vente visée à l'article 1er, 2° ou 4°, du présent arrêté est délivrée par le Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions ou par son délégué et notifiée directement au demandeur.

Art. 25. Les décisions de refus doivent être notifiées aux intéressés par l'intermédiaire de la commune où la demande a été introduite.

Art. 26. Les autorisations mentionnent expressément l'objet de l'activité ambulante. Elles ne sont valables que si elles sont revêtues du sceau du Département et de la signature du Ministre ou du fonctionnaire délégué par lui. Pour les personnes astreintes à ces formalités, la carte doit aussi être revêtue du sceau du Registre du Commerce ou de l'Artisanat ainsi que le numéro d'inscription à la T.V.A.

Lorsqu'il s'agit d'une autorisation modifiée, renouvelée ou remplacée, le numéro d'inscription à la T.V.A. sera indiqué sur la carte par le Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture.

Les autorisations autres que celles visées à l'article 24, § 2, du présent arrêté doivent en outre porter une photo récente et ressemblante du titulaire.

La photo est apposée sur la carte par la commune qui la revêt de son sceau, au moment de la délivrance.

Art. 27. La délivrance d'une première autorisation ou d'une autorisation renouvelée est soumise à une taxe de 1 500 francs sauf s'il s'agit d'une vente visée à l'article 1er, 2° ou 4°, du présent arrêté.

Cette taxe est acquittée au moyen de timbres fiscaux apposés sur l'autorisation. Ces timbres sont annulés par l'autorité qui délivre l'autorisation.

Art. 28. § 1er. Toute autorisation délivrée sous la forme prévue à l'article 24, § 1er, du présent arrêté s'accompagne d'une copie destinée au Registre du Commerce ou de l'Artisanat ainsi que de copies envoyées à l'administration communale, au Ministère des Finances, à l'Institut national de Statistique; lorsque l'autorisation est délivrée à un étranger, copie en est également transmise à l'Office des Etrangers.

§ 2. En cas de délivrance d'une autorisation prévue à l'article 24, § 2, du présent arrêté, il en est envoyé copie au Ministère des Finances et à l'Inspection générale économique du Ministère des Affaires économiques.

Art. 29. La durée de validité de l'autorisation est de six ans au maximum, à compter du premier jour du mois suivant la décision d'octroi.

Toutefois, l'autorisation accordée aux personnes visées à l'article 3, alinéa 2, 2°, 4° ou 5°, de la loi vient à échéance à la même date que celle concernant la personne pour le compte de qui l'activité est exercée ou, s'il s'agit d'une société, de la personne chargée de sa gestion journalière.

Art. 30. Sans que la durée maximum de six ans puisse être dépassée, le fonctionnaire délégué pour décider de l'octroi de la carte, pourra déroger à la durée de validité fixée à l'article 29 du présent arrêté, sur demande motivée ou pour des raisons d'ordre social, moral ou administratif.

Art. 31. Les titulaires d'autorisations doivent être en possession de leur autorisation lors de l'exercice de leur activité. Elle doit être présentée à toute réquisition de la police, de la gendarmerie et des fonctionnaires chargés de la surveillance et du contrôle de l'activité ambulante.

Art. 32. § 1er. Les personnes autorisées à exercer, sur les marchés publics ou sur la voie publique, une activité ambulante pour leur propre compte doivent placer sur leur échoppe ou sur leur véhicule, une plaque d'identification mentionnant leur nom, prénom, adresse, numéro d'immatriculation au Registre du Commerce ou de l'Artisanat et numéro d'autorisation.

§ 2. Celles autorisées à pratiquer cette activité en qualité de personne chargée de la gestion journalière d'une société doivent y mentionner la dénomination de la société, son siège social, son numéro d'immatriculation au Registre du Commerce ou de l'Artisanat et le numéro de leur autorisation personnelle.

Deze machtigingen worden door toedoen van de gemeente afgegeven door de Minister bevoegd voor de middenstand of door zijn afgevaardigde. In de in artikel 20, § 2, van dit besluit vermelde hypothese worden de machtigingen evenwel afgegeven aan de persoon voor wiens rekening de betrokken werknemers optreden of aan de persoon belast met het dagelijks bestuur van de vennootschap.

§ 2. De machtiging tot een verkoop bedoeld in artikel 1, 2° of 4°, van dit besluit, wordt afgegeven door de Minister bevoegd voor de middenstand of door zijn afgevaardigde en wordt rechtstreeks ter kennis gebracht van de aanvrager.

Art. 25. De weigeringsbeslissingen moeten aan betrokkene worden betekend door tussenkomst van de gemeente waar de aanvraag is ingediend.

Art. 26. De machtigingen vermelden uitdrukkelijk het voorwerp van de ambulante activiteit. Zij zijn slechts geldig als ze voorzien zijn van het zegel van het Departement en ondertekend zijn door de Minister of door de door hem afgevaardigde ambtenaar. Voor personen die tot deze formaliteiten verplicht zijn, moet de kaart tevens voorzien zijn van het zegel van het Handels- of Ambachtsregister en van het B.T.W.-inschrijvingsnummer.

Wanneer het gaat om een gewijzigde, hernieuwde of vervangen machtiging, moet door het Ministerie van Middenstand en Landbouw het B.T.W.-inschrijvingsnummer op de kaart worden aangebracht.

De andere machtigingen dan die bedoeld in artikel 24, § 2, van dit besluit moeten bovendien voorzien zijn van een recente en goedgeijkende foto van de houder.

De foto wordt aan de kaart bevestigd door de gemeente, die ze van diens zegel voorziet, op het ogenblik van de aflevering van de kaart.

Art. 27. De afgifte van een eerste machtiging of van een vernieuwde machtiging is onderworpen aan een taks van 1 500 frank, behalve wanneer het gaat om een verkoop bedoeld in artikel 1, 2° of 4°, van dit besluit.

Die taks wordt voldaan door het aanbrengen van fiscale zegels op de machtiging. Die zegels worden onbruikbaar gemaakt door de overheid die de machtiging afgeeft.

Art. 28. § 1. Bij elke machtiging die in artikel 24, § 1, van dit besluit, vermelde vorm wordt afgegeven, worden gevoegd: een afschrift dat bestemd is voor het Handels- of Ambachtsregister, alsmede afschriften die worden gezonden aan het gemeentebestuur, aan het Ministerie van Financiën en aan het Nationaal Instituut voor de Statistiek; wanneer de machtiging wordt afgegeven aan een vreemdeling, dan wordt een dergelijk afschrift eveneens toegezonden aan de Dienst Vreemdelingenzaken.

§ 2. Wanneer een in artikel 24, § 2, van dit besluit, vermelde machtiging wordt afgegeven, dan wordt een afschrift ervan gezonden aan het Ministerie van Financiën en aan de Economische Algemene Inspectie van het Ministerie van Financiële Zaken.

Art. 29. De machtiging is geldig voor een duur van ten hoogste zes jaar, gerekend vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de beslissing tot toekenning.

De machtiging toegekend aan de personen bedoeld in artikel 3, tweede lid, 2°, 4° of 5°, van de wet vervalt op dezelfde datum als die van de persoon voor wiens rekening de activiteit wordt uitgeoefend of, indien het gaat om een vennootschap, van de persoon belast met het dagelijks bestuur.

Art. 30. Zonder dat de maximumduur van zes jaar mag worden overschreden, kan door de ambtenaar die gemachtigd is om te beslissen over de toekenning van de kaart, van de in artikel 29 van dit besluit vermelde geldigheidsduur worden afgeweken, op gemotiveerde aanvraag of om redenen van morele, sociale of administratieve aard.

Art. 31. De houders van een machtiging moeten daarvan in het bezit zijn bij de uitoefening van hun activiteit. Zij moeten worden overgelegd op elk verzoek van de politie, van de rijkswacht en van de ambtenaren die belast zijn met het toezicht en de controle op de ambulante activiteit.

Art. 32. § 1. De personen die ertoe gemachtigd zijn op de openbare markten of op de openbare weg een ambulante activiteit uit te oefenen voor eigen rekening moeten op hun kraam of op hun voertuig een identificatiebord plaatsen, waarop hun naam voornaam, adres, nummer van inschrijving in het Handels- of Ambachtsregister en nummer van de machtiging zijn vermeld.

§ 2. Personen die ertoe gemachtigd zijn die activiteit uit te oefenen als personen belast met het dagelijks bestuur van een vennootschap moeten er de naam van de vennootschap, haar maatschappelijke zetel, haar nummer van inschrijving in het Handels- of Ambachtsregister alsmede het nummer van hun eigen machtiging op vermelden.

§ 3. Ceux qui exercent la même activité en qualité d'aidant ou de salarié ou d'associé actif doivent y mentionner leur nom, prénom et adresse ainsi que le numéro d'immatriculation au Registre du Commerce ou de l'Artisanat et celui de l'autorisation d'activité ambulante de la personne pour le compte de qui l'activité est exercée.

Art. 33. Les titulaires d'une autorisation qui exercent leur activité au domicile du consommateur doivent présenter leur autorisation à la clientèle sollicitée, avant toute offre en vente.

Art. 34. Les titulaires d'une autorisation revêtant la forme prévue à l'article 24, § 1er, du présent arrêté qui cessent leur activité doivent remettre leur carte dans les deux mois après la cessation, à la commune de leur résidence principale.

La commune intéressée transmet cette autorisation dans les huit jours, au Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture.

CHAPITRE VII. — Conditions d'occupation et d'attribution des emplacements sur les marchés publics, leurs modes de paiement et les modalités de contrôle de l'organisation de ces marchés (article 8, § 2, de la loi)

Art. 35. Le conseil communal peut décider de concéder la gestion des marchés publics. Dans ce cas, il détermine les modalités d'organisation du marché public et, notamment, si le concessionnaire attribue les emplacements par mise aux enchères ou suivant l'ordre chronologique d'introduction des demandes.

Art. 36. L'administration communale ou, le cas échéant, le concessionnaire tient un registre du marché qui mentionne pour chaque emplacement :

— les nom, prénoms et adresse de la personne à qui l'emplacement a été attribué; si l'intéressé a obtenu l'emplacement en tant que cessionnaire en vertu de l'article 9, § 2, de la loi, cette qualité de cessionnaire est mentionnée;

— le numéro de la carte pour l'exercice d'activités ambulantes;

— le genre de produits mis en vente;

— la durée du droit d'usage;

— le montant du droit de place payé.

Art. 37. § 1er. Le conseil communal décide que les emplacements sont attribués, soit par mise aux enchères, soit suivant l'ordre chronologique des demandes. Dans ce dernier cas, la demande doit être adressée par lettre recommandée à la poste au collège des bourgmestres et échevins ou au concessionnaire et doit contenir les données suivantes :

1° le genre de produits mis en vente;

2° le numéro de la carte pour l'exercice d'activités ambulantes;

3° le cas échéant, le numéro d'immatriculation au registre du commerce;

4° et le cas échéant, le numéro de T.V.A.

Cette demande donne lieu à la délivrance d'un accusé de réception daté et numéroté. Les demandes sont consignées dans un registre spécial au fur et à mesure de leur entrée sans qu'aucun blanc ni rature ne puisse y figurer.

§ 2. Le règlement communal prévoit la manière dont est assurée la publicité des emplacements à attribuer, qu'il s'agisse d'une attribution par mise aux enchères ou suivant l'ordre chronologique des demandes.

Art. 38. Celui qui souhaite obtenir un emplacement sur un marché public, soit par mise aux enchères, soit suivant l'ordre chronologique peut demander un abonnement. Il doit en faire la demande par écrit au collège des bourgmestres et échevins ou au concessionnaire.

Le nombre d'emplacements pouvant faire l'objet d'un abonnement ne peut dépasser 85 pour cent. La durée de l'abonnement ne peut excéder douze mois.

Art. 39. Lorsque le paiement de la redevance pour l'occupation d'un emplacement sur un marché public s'effectue de la main à la main, la délivrance d'un reçu est obligatoire.

§ 3. Zij die dezelfde activiteit uitoefenen als helper of als werknemer of als werkend vennoot moeten er hun naam, voornaam en adres op vermelden, alsmede het nummer van inschrijving in het Handels- of Ambachtsregister en het nummer van de machtiging tot ambulante activiteit van de persoon voor wiens rekening de activiteit wordt uitgeoefend.

Art. 33. De houders van een machtiging die hun activiteit ten huize van de consument uitoefenen moeten hun machtiging voor elke tekoopaanbieding aan de aangesproken cliëntele tonen.

Art. 34. De houders van een machtiging van de in artikel 24, § 1, van dit besluit vermelde vorm, die hun activiteit stopzetten, moeten binnen de twee maanden na de stopzetting hun kaart inleveren bij de gemeente van hun hoofdverblijfplaats.

De betrokken gemeente zendt die machtiging binnen acht dagen toe aan het Ministerie van Middenstand en Landbouw.

HOOFDSTUK VII. — Voorwaarden voor het toewijzen en innemen van de standplaatsen op de openbare markten, de betalingswijzen en de wijze van controle op de organisatie van de markten (artikel 8, § 2, van de wet)

Art. 35. De gemeenteraad kan beslissen het beheer van de openbare markten in concessie te geven. In dat geval bepaalt hij de wijze waarop de openbare markt wordt georganiseerd en, inzonderheid, of de concessiehouder de standplaatsen toewijst bij veiling of met inachtneming van de chronologische volgorde waarin de aanvragen worden ingediend.

Art. 36. Het gemeentebestuur of, in voorkomend geval, de concessiehouder houdt een marktregister bij dat voor elke standplaats vermeldt :

— naam, voornamen en adres van de persoon aan wie de standplaats toegewezen is; indien betrokkene de standplaats verkregen heeft als overnemer krachtens artikel 9, § 2, van de wet, dan wordt deze hoedanigheid van overnemer vermeld;

— het nummer van de kaart voor het uitoefenen van ambulante activiteiten;

— het soort te koop aangeboden producten;

— duur van het gebruiksrecht;

— bedrag van de betaalde standplaatsvergoeding.

Art. 37. § 1. De gemeenteraad beslist dat de standplaatsen worden toegewezen, hetzij bij veiling, hetzij met inachtneming van de chronologische volgorde van de aanvragen. In het laatste geval moet de aanvraag aan het college van burgemeester en schepenen of aan de concessiehouder worden gericht bij een ter post aangetekende brief en moet ze de volgende gegevens bevatten :

1° de soort van producten die te koop worden aangeboden;

2° het nummer van de kaart voor het uitoefenen van ambulante activiteiten;

3° in voorkomend geval, het inschrijvingsnummer in het handelsregister;

4° en, in voorkomend geval, het B.T.W.-nummer.

Op deze aanvraag volgt de afgifte van een gedateerd en genummerd ontvangstbewijs. De aanvragen worden naarmate ze binnenkomen en zonder dat stukken opengelaten of geschrapt worden opgetekend in een bijzonder register.

§ 2. Het gemeentereglement bepaalt de wijze waarop de bekendmaking geschiedt van de toe te wijzen standplaatsen, zowel ingeval van toewijzing bij veiling als in geval van toewijzing met inachtneming van de chronologische volgorde van de aanvragen.

Art. 38. Degene die bij veiling of met inachtneming van de chronologische volgorde een standplaats op een openbare markt wenst toegewezen te krijgen, kan een abonnement aanvragen. Hiertoe moet hij schriftelijk zijn aanvraag richten aan het college van burgemeester en schepenen of aan de concessiehouder.

Het aantal standplaatsen waarvoor een abonnement kan worden uitgereikt, mag niet hoger zijn dan 85 percent. De duur van het abonnement mag niet langer zijn dan twaalf maanden.

Art. 39. Wanneer de bijdrage voor het innemen van een standplaats op een openbare markt van hand tot hand wordt betaald, moet er een ontvangstbewijs worden afgegeven.

Art. 40. Les emplacements peuvent être occupés :

— par les personnes auxquelles ils ont été attribués conformément à l'article 9, § 1er, de la loi;

— par les personnes visées à l'article 3, 2°, de la loi à condition qu'elles soient en possession de la carte d'activités ambulantes les autorisant à exercer pour le compte de la personne à laquelle l'emplacement a été attribué;

— par les personnes visées à l'article 3, 4°, de la loi à condition qu'elles soient en possession de la carte d'activités ambulantes les autorisant à exercer l'activité pour la société dont le responsable de la gestion journalière a obtenu l'attribution de l'emplacement;

— par les personnes visées à l'article 3, 5°, de la loi à condition qu'elles soient en possession de la carte d'activités ambulantes les autorisant à exercer l'activité pour la personne physique ou la société dont le responsable de la gestion journalière a obtenu l'attribution de l'emplacement.

CHAPITRE VIII. — Cas dans lesquels la cession d'emplacements sur les marchés publics est autorisée (article 9, § 2, de la loi)

Art. 41. La cession d'un emplacement n'est autorisée que si les conditions suivantes sont remplies simultanément :

1° que la cession se produise suite au décès ou à la cessation de toute activité ambulante de l'attributaire de l'emplacement;

2° que le cessionnaire soit le conjoint (la conjointe), ou un parent ou un allié au premier degré de l'attributaire de l'emplacement, ou les personnes succédant par représentation à ces derniers;

3° que le cessionnaire poursuive l'activité que l'attributaire a cessé d'exercer;

4° que le cessionnaire dispose de l'autorisation d'exercer des activités ambulantes en tant que personne visée à l'article 3, deuxième alinéa, 1° ou 3°, de la loi.

Art. 42. La cession est valable pour le restant de la durée de l'abonnement de la personne qui est décédée ou qui a cessé son activité.

CHAPITRE IX. — Recherche et constatation d'infractions (article 11, § 1er, alinéa 1er, de la loi)

Art. 43. Sont chargés de rechercher et de constater les infractions à la loi et à ses arrêtés d'exécution :

1° les fonctionnaires et agents commissionnés de l'Inspection générale économique du Ministère des Affaires économiques;

2° les fonctionnaires et contrôleurs de l'Administration de la Politique des Petites et Moyennes Entreprises du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture.

CHAPITRE X. — Règlement transactionnel (article 13, § 3, de la loi)

Art. 44. Les procès-verbaux constatant des infractions visées à l'article 13, § 1er, 1° à 5°, de la loi, dressés par les agents visés par l'article 11, § 1er, de la même loi, sont transmis aux agents commissionnés par le Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions.

Art. 45. Les sommes qu'il est proposé au contrevenant de payer à titre de transaction au sens de l'article 13, § 3, de la loi ne peuvent être inférieures à 2 600 francs ni supérieures à 200 000 francs.

En cas de concours de plusieurs de ces infractions, les sommes sont cumulées, sans que leur montant puisse excéder 500 000 francs.

Art. 46. Une proposition de paiement ne peut intervenir qu'après notification au contrevenant, par lettre recommandée à la poste, d'une copie du procès-verbal constatant l'infraction.

Art. 47. Toute proposition de paiement accompagnée d'un bulletin de versement ou de virement est envoyée au contrevenant par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, dans un délai de six mois à partir de la date du procès-verbal.

La proposition mentionne le délai dans lequel le paiement doit être effectué. Ce délai est de quinze jours au moins et de trois mois au plus.

Art. 40. De standplaatsen kunnen worden ingenomen :

— door personen aan wie ze zijn toegewezen overeenkomstig artikel 9, § 1, van de wet;

— door de personen bedoeld in artikel 3, 2°, van de wet, op voorwaarde dat ze in het bezit zijn van de kaart voor ambulante activiteiten die hen machtigt om te handelen voor rekening van degene aan wie de standplaats is toegewezen;

— door de personen bedoeld in artikel 3, 4°, van de wet, op voorwaarde dat ze in het bezit zijn van de kaart voor ambulante activiteiten die hen machtigt om de activiteit uit te oefenen voor de vennootschap waarvan degene die instaat voor het dagelijks beheer de standplaats toegewezen kreeg;

— door de personen bedoeld in artikel 3, 5°, van de wet, op voorwaarde dat ze in het bezit zijn van de kaart voor ambulante activiteiten die hen machtigt om te handelen voor rekening van de natuurlijke persoon of de vennootschap waarvan degene die met het dagelijks beheer is belast de standplaats toegewezen kreeg.

HOOFDSTUK VIII. — Gevallen waarin de overdracht van standplaatsen op de openbare markten toegestaan is (artikel 9, § 2, van de wet)

Art. 41. De overdracht van een standplaats is slechts toegestaan wanneer tegelijk voldaan is aan de volgende voorwaarden :

1° dat de overdracht gebeurt ingevolge het overlijden of de stopzetting van elke ambulante activiteit van de persoon aan wie de standplaats toegewezen is;

2° dat de overnemer of de echtgenoot (echtgenote) is, of een bloed- of aanverwant in de eerste graad, van degene aan wie de standplaats is toegewezen, ofwel de personen die hen bij plaatsvervulling opvolgen;

3° dat de overnemer de activiteit voortzet, die door de persoon aan wie de standplaats toegewezen is, gestaakt werd;

4° dat de overnemer een machtiging tot uitoefening van ambulante activiteiten bezit als persoon vermeld in artikel 3, tweede lid, 1° of 3°, van de wet.

Art. 42. De overdracht is geldig voor de resterende geldigheidsduur van het abonnement van de persoon die overleden is of die zijn activiteit heeft stopgezet.

HOOFDSTUK IX. — Opsporing en vaststelling van overtredingen (artikel 11, § 1, eerste lid, van de wet)

Art. 43. Met het opsporen en het vaststellen van de overtredingen van de wet en van haar uitvoeringsbesluiten worden belast :

1° de aangestelde ambtenaren en beambten van de Economische Algemene Inspectie van het Ministerie van Economische Zaken;

2° de ambtenaren en controleurs van het Bestuur voor het Beleid van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen van het Ministerie van Middenstand en Landbouw.

HOOFDSTUK X. — Minnelijke schikking (artikel 13, § 3, van de wet)

Art. 44. De processen-verbaal houdende vaststelling van de overtredingen bedoeld in artikel 13, § 1, 1° tot 5°, van deze wet, opgemaakt door de ambtenaren bedoeld in artikel 11, § 1, van de wet, worden doorgestuurd naar de ambtenaren die daartoe aangewezen zijn door de Minister bevoegd voor de middenstand.

Art. 45. De bedragen, die aan de overtreder ter betaling worden voorgesteld bij wijze van minnelijke schikking in de zin van artikel 13, § 3, van de wet, mogen niet lager zijn dan 2 600 frank en niet hoger dan 200 000 frank.

In geval van samenloop van verscheidene overtredingen worden de bedragen opgeteld, waarbij 500 000 frank als maximum niet mag worden overschreden.

Art. 46. Geen voorstel van betaling kan worden gedaan dan nadat een afschrift van het proces-verbaal waarbij de overtreding wordt vastgesteld bij een ter post aangetekende brief aan de overtreder ter kennis is gebracht.

Art. 47. Elk voorstel tot betaling wordt samen met een stortings- of overschrijvingsformulier aan de overtreder toegestuurd bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs binnen een termijn van zes maand, gerekend vanaf de datum van het proces-verbaal.

In dit voorstel staat de termijn vermeld waarbinnen de betaling moet worden gedaan. Deze termijn is minimum vijftien dagen en maximum drie maanden.

Le paiement doit être effectué à l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, qui en informe les agents commissionnés à cette fin par le Ministre.

Art. 48. Si aucune proposition de paiement n'a été faite dans le délai prévu par l'article 47, alinéa 1er, le procès-verbal est transmis au procureur du Roi au plus tard à l'expiration de ce délai.

Art. 49. En cas de non-paiement dans le délai mentionné dans la proposition de paiement, le procès-verbal est transmis au procureur du Roi.

CHAPITRE XI. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 50. L'arrêté royal du 6 août 1987 déterminant des dérogations à l'interdiction de certaines activités ambulantes, est abrogé.

Art. 51. L'arrêté royal du 10 août 1987 désignant les fonctionnaires qualifiés pour rechercher et constater les infractions à la loi du 13 août 1986 relative à l'exercice des activités ambulantes et à ses arrêtés d'exécution, est abrogé.

Art. 52. L'arrêté royal du 11 août 1987 déterminant les marchandises ne pouvant faire l'objet d'une activité ambulante et fixant les conditions et limites à l'exercice des activités ambulantes, est abrogé.

Art. 53. L'arrêté ministériel du 12 juin 1968 déterminant les conditions auxquelles est soumise la délivrance d'une carte de commerçant ambulant en articles de parfumerie et en produits cosmétiques, modifié par l'arrêté ministériel de 11 mars 1971, est abrogé.

Art. 54. L'arrêté ministériel du 10 août 1987 fixant, en vue de l'application de l'article 8, 3^e, de la loi du 13 août 1986 relative à l'exercice des activités ambulantes, les conditions auxquelles les manifestations philanthropiques sont autorisées, modifié par les arrêtés ministériels des 29 février 1988 et 5 décembre 1988, est abrogé.

Art. 55. L'arrêté ministériel du 30 septembre 1987 concernant l'autorisation d'exercer des activités ambulantes, modifié par les arrêtés ministériels des 5 février 1988, 19 octobre 1990, 12 novembre 1991 et 21 décembre 1992, est abrogé.

Art. 56. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques, Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, Notre Ministre des Finances et Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,
M. WATHELET

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture,
A. BOURGEOIS

De betaling moet worden gedaan aan de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen. Deze informeert de ambtenaren die daartoe door de Minister aangewezen zijn daarover.

Art. 48. Indien geen voorstel tot betaling wordt gedaan binnen de termijn bepaald in artikel 47 eerste lid, wordt het proces-verbaal uiterlijk bij het verstrijken van die termijn doorgestuurd naar de procureur des Konings.

Art. 49. In geval van niet-betaling binnen de in het betalingsvoorstel vermelde termijn, wordt het proces-verbaal naar de procureur des Konings gestuurd.

HOOFDSTUK XI. — Opheffings- en slotbepalingen

Art. 50. Het koninklijk besluit van 6 augustus 1987 tot vaststelling van de afwijkingen op het verbod van bepaalde ambulante activiteiten, wordt opgeheven.

Art. 51. Het koninklijk besluit van 10 augustus 1987 tot aanwijzing van de ambtenaren die bevoegd zijn voor het opsporen en het vaststellen van de overtredingen van de wet van 13 augustus 1986 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en van haar uitvoeringsbesluiten, wordt opgeheven.

Art. 52. Het koninklijk besluit van 11 augustus 1987 tot vaststelling van de koopwaar welke niet het voorwerp mag zijn van een ambulante activiteit en tot bepaling van de voorwaarden en beperkingen voor het uitoefenen van de ambulante activiteiten, wordt opgeheven.

Art. 53. Het ministerieel besluit van 12 juni 1986 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan het afgeven van een leurkaart voor parfumerie-artikelen en schoonheidsproducten is onderworpen, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 11 maart 1971, wordt opgeheven.

Art. 54. Het ministerieel besluit van 10 augustus 1987 tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 8, 3^e, van de wet van 13 augustus 1986 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten, van de voorwaarden waaronder menslievende manifestaties worden toegelaten, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 29 februari 1988 en 5 december 1988, wordt opgeheven.

Art. 55. Het ministerieel besluit van 30 september 1987 betreffende de machtiging tot het uitoefenen van de ambulante activiteiten, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 5 februari 1988, 19 oktober 1990, 12 november 1991 en 21 december 1992, wordt opgeheven.

Art. 56. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Economische Zaken, Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken, Onze Minister van Financiën en Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Justitie en Economische Zaken,
M. WATHELET

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw,
A. BOURGEOIS

Annexe I

PROVINCE

MOD V

N° POSTAL - COMMUNE

DEMANDE D'AUTORISATION D'ACTIVITE AMBULANTE (1)

ECHEANCE

- I. **DEMANDE (2)**
- en obtention
--- en renouvellement
--- en modification (3)
--- en remplacement (3)
- L'activité ambulante sera exercée (2)
1. pour compte propre
2. en qualité d'aidant (indiquer le lien de parenté)
3. en qualité de salarié
4. en qualité de personne physique chargée de la gestion journalière d'une société
5. en qualité d'associé actif

- II. **IDENTIFICATION DU DEMANDEUR**
- Nom : Prénoms :
- Lieu et date de naissance :
- Nationalité : Sexe :
- Adresse :

- III. **IDENTIFICATION DU PATRON OU DE LA SOCIETE POUR COMPTE DE QUI L'ACTIVITE SERA EXERCEE (4)**
- a) Nom et prénoms (dénomination) :
- b) Adresse (siège social) :
- c) N° de la carte délivrée :

- IV. **MARCHANDISES POUR LESQUELLES L'AUTORISATION EST DEMANDEE**
- Sur les marchés publics

Sur la voie publique

De porte en porte (5)

Engagement à signer page 4

Vente de fleurs effectuée dans les hôtels, les restaurants et les cafés (en vertu de l'article 1er, 1°, de l'arrêté royal du 3 avril 1995)

- V. **RENSEIGNEMENTS SPECIAUX A FOURNIR PAR LES RESSORTISSANTS ETRANGERS**

Nom du conjoint (de la conjointe) :

Nationalité (du conjoint / de la conjointe) :

- VI. **NUMERO DE T.V.A. EVENTUEL** :

REMARQUES EVENTUELLES :

Le soussigné atteste sur l'honneur la véracité des indications reprises dans sa demande. Il prie l'administration communale de confirmer l'exactitude des mentions des cadres II et V et de compléter les rapports ci-après.

A le 19.....
Date et signature du requérant

REMARQUES IMPORTANTES

- (1) Les demandes d'autorisation d'activités ambulantes doivent être remplies lisiblement, signées par le requérant et transmises à cette administration communale qui fera parvenir les demandes, dans les cinq jours, au Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, Tour Sablon, rue J. Stevens 7, 1000 Bruxelles, 16e étage; les formulaires en question sont envoyés gratuitement aux administrations communales qui en font la demande au département précité.
- (2) Biffer les mentions inutiles.
- (3) En cas de demande en modification ou en renouvellement d'une carte, il sera délivré au requérant une attestation dont un modèle a été publié en annexe II à l'arrêté royal du 3 avril 1995, idem en cas de demande en remplacement de la carte égarée. Les administrations communales sont priées de fournir elles-mêmes ces attestations. La carte, dont on sollicite la modification ou le renouvellement, doit être jointe à la demande.
- (4) Le requérant doit annexer une attestation de l'employeur certifiant que celui-ci l'engagera en qualité d'aïdant ou de salarié dès qu'il sera en possession de sa carte.
- (5) Les requérants qui désirent exercer une activité ambulante de porte en porte doivent signer à la page 4 du formulaire l'engagement de respecter les conditions prévues.

RAPPORT DE L'AUTORITE COMMUNALE

VII. RELEVÉ DES CONDAMNATIONS

Juridiction	Dates des condamnations	Motifs des condamnations	Peines prononcées

VIII. ETRANGERS

— Depuis quand le requérant réside-t-il en Belgique d'une façon régulière (date exacte) ? :
.....

— Relevé des communes où le requérant a été inscrit avec indication des dates des mutations (au cas où le requérant étranger aurait quitté le pays, il doit en donner les raisons).

Commune	Inscrit le		Radié	
	le	le	le	pour

Timbre
fiscal
de 1.000 F

Scellé
de la
Commune

Je certifie l'exactitude des mentions figurant sur cette page.

..... 19.....
Le Bourgmestre (ou son délégué)

IX. A REMPLIR UNIQUEMENT PAR LES PERSONNES SOUHAITANT EXERCER LEUR ACTIVITE DE PORTE EN PORTE

CONDITIONS RELATIVES AUX VENTES DE PORTE EN PORTE

Je soussigné(e) (Nom, prénoms, adresse complète)

.....

 qui souhaite exercer une activité ambulante à la résidence du consommateur déclare être informé des dispositions de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, régissant ce type de vente :

Art. 88. "Sans préjudice des règles régissant la preuve en droit commun, les ventes au consommateur visées par la présente section doivent, sous peine de nullité, avant ou au plus tard lors de la livraison du produit ou de la prestation de service, faire l'objet d'un contrat écrit, rédigé en autant d'exemplaires qu'il y a de parties contractantes ayant un intérêt distinct.

Ce contrat doit mentionner :

- le nom et l'adresse du vendeur;
- la date et le lieu de conclusion du contrat;
- la désignation précise du produit ou du service, ainsi que ses caractéristiques principales;
- le délai de livraison du produit ou de la prestation de service;
- le prix à payer et les modalités de paiement;
- la clause de renonciation suivante rédigée en caractères gras dans un cadre distinct du texte au recto de la première page : "Dans les sept jours ouvrables à dater du lendemain du jour de la signature du présent contrat, le consommateur a le droit de renoncer sans frais à son achat, à condition d'en prévenir le vendeur par lettre recommandée à la poste. Toute clause par laquelle le consommateur renoncerait à ce droit est nulle. En ce qui concerne le respect du délai, il suffit que la notification soit expédiée avant l'expiration de celui-ci."

Cette dernière mention est prescrite à peine de nullité du contrat."

Art. 89. "Les ventes de produits ou de services visées à l'article 86 ne sont parfaites qu'après un délai de sept jours ouvrables à dater du lendemain du jour de la signature du contrat visé à l'article 88.

Pendant ce délai de réflexion, le consommateur a le droit de faire savoir par lettre recommandée à la poste au vendeur qu'il renonce à l'achat.

Le consommateur perd le droit de renoncer à l'achat d'un service lorsque ce dernier a été presté avant que le consommateur n'ait manifesté son intention de renoncer à l'achat.

A l'exception des ventes visées à l'article 86, § 1er, 3°, un acompte ou paiement ne peut, sous aucun prétexte, sous quelque forme que ce soit, être exigé ou accepté du consommateur avant l'écoulement du délai de réflexion visé au présent article."

Art. 90. "En cas de vente à l'essai, le délai de réflexion commence le jour de la livraison du produit pour finir à l'expiration de la période d'essai, sans pouvoir être inférieur à sept jours ouvrables."

Art. 91. "Si le consommateur renonce à l'achat, aucun frais ou indemnité ne peut lui être réclamé de ce chef."

, le

(signature)

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 3 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,

M. WATHELET

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

J. VANDE LANOTTE

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture,

A. BOURGEOIS

Annexe II

Attestation à délivrer par l'autorité communale seulement en cas de perte, de modification ou de renouvellement de la carte.
 Cette attestation n'est pas valable en cas de demande d'obtention de la carte.

ATTESTATION

Je, soussigné, bourgmestre de certifie que le titulaire de la carte d'ambulant dont copie est donnée ci-dessous a introduit une demande tendant à obtenir :

- a) le remplacement de sa carte;
- b) la modification de sa carte;
- c) le renouvellement de sa carte.

La présente attestation tient lieu provisoirement de la carte à remplacer, à modifier ou à renouveler (1).

Numéro de la carte

Valable jusqu'au

Nom et prénoms

Etat civil et sexe

Nationalité

Lieu et date de naissance

Adresse

L'intéressé(e) exerce le commerce - pour son compte personnel (1)
 - pour compte de (1) (2)

Type et objet de l'activité :

.....

A le

Le Bourgmestre,

(1) Biffer les mentions inutiles.

(2) Indiquer le nom de l'employeur ou du membre de la famille pour qui l'intéressé exerce l'activité.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 3 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,

M. WATHELET

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

J. VANDE LANOTTE

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture,

A. BOURGEOIS

NUMERO DE CARTE NOM ET PRENOMS SEXE NATIONALITE LIEU ET DATE DE NAISSANCE ADRESSE SCEAU DU MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE L'ACTIVITE EST EXERCEE POUR COMPTE DE	VALABLE JUSQU'AU	PHOTO SCEAU DE LA COMMUNE
LIEU ET OBJET DE L'ACTIVITE :		

TIMBRE FISCAL (en entier)	ROYAUME DE BELGIQUE — MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE — AUTORISATION D'ACTIVITE AMBULANTE pour salarié, aidant ou associé actif Le AU NOM DU MINISTRE : Le fonctionnaire délégué.
(1) Cette autorisation délivrée en vertu de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics, n'est valable qu'accompagnée de la carte d'identité. (2) La demande en renouvellement de la carte doit être introduite entre le 90e et le 60e jours avant la date d'expiration de sa durée de validité.	

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 3 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,

M. WATHELET

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

J. VANDE LANOTTE

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture,

A. BOURGEOIS

Bijlage I

PROVINCIE

MOD V

POSTNUMMER - GEMEENTE

AANVRAAG OM MACTHIGING TOT HET UITOEFENEN VAN EEN AMBULANTE ACTIVITEIT (1)

VERVALDAG

- I. AANVRAAG (2) De ambulante handel zal worden uitgeoefend (2)
- tot verkrijging 1. voor eigen rekening
 - tot vernieuwing (3) 2. als helper (graad van verwantschap aanduiden)
 - tot wijziging (3) 3. als werknemer
 - tot vervanging (3) 4. als persoon belast met het dagelijks bestuur van een vennootschap
 - 5. als werkend vennoot
- II. IDENTIFICATIE VAN DE AANVRAGER
- Naam : Voornamen :
- Plaats en datum van geboorte :
- Nationaliteit : Geslacht :
- Adres :
- III. IDENTIFICATIE VAN DE WERKGEVER OF VAN DE VENNOOTSCHAP VOOR REKENING WAARVAN DE ACTIVITEIT ZAL WORDEN UITGEOEFEND (4)
- a) Naam en voornamen (benaming):
- b) Adres (zetel van de vennootschap):
- c) Nummer van de afgegeven kaart :
- IV. KOOPWAAR WAARVOOR DE MACTHIGING WORDT AANGEVRAAGD
- Op de openbare markten

Op de openbare weg

Huis aan huis (5)

(Zie pag. 4 : verbintenis te ondertekenen)

Verkoop van bloemen in hotels, restaurants en cafés (krachtens artikel 1, 1°, van het koninklijk besluit van 3 april 1995)

- V. SPECIALE INLICHTINGEN TE VERSTREKKEN DOOR DE AANVRAGERS VAN VREEMDE NATIONALITEIT
- Naam van de echtgenoot (echtgenote) :
- Nationaliteit (van de echtgenoot / echtgenote) :
- VI. B.T.W.-nummer (desgevallend) :

EVENTUELE OPMERKINGEN :

De ondergetekende verklaart op zijn eer dat de inhoud van zijn aanvraag waarachtig is. Hij verzoekt het gemeentebestuur te bevestigen dat de in de kaders II en V vermelde gegevens juist zijn en de hierna volgende verslagen aan te vullen.

Te op 19.....
Datum en handtekening van de verzoeker

BELANGRIJKE OPMERKINGEN

- (1) De aanvragen om machtiging tot het uitoefenen van een ambulante activiteit moeten leesbaar worden ingevuld, door de aanvrager worden ondertekend en aan dit gemeentebestuur worden toegezonden. Dit bestuur doet ze vervolgens binnen **vijf dagen** toekomen aan het Ministerie van Middenstand, Zaveltoeren, J. Stevensstraat 7, 1000 Brussel. De formulieren in kwestie worden door voornoemd ministerie kosteloos toegezonden aan de gemeentebesturen die het voornoemd departement er om verzoeken.
- (2) Het overbodige schrappen.
- (3) Bij aanvraag om wijziging of om vernieuwing van een kaart dient aan de verzoeker een getuigschrift te worden afgegeven waarvan een model werd gepubliceerd als bijlage II tot het koninklijk besluit van 3 april 1995. Hetzelfde geldt bij aanvraag om vervanging van een verloren kaart. De gemeentebesturen dienen deze getuigschriften zelf te vervaardigen. De te wijzigen of te vernieuwen kaart moet worden gevoegd bij de aanvraag.
- (4) De aanvrager dient bij zijn aanvraag een getuigschrift van de werkgever te voegen waarbij deze verklaart dat hij hem als helper of werknemer in dienst zal nemen zodra hij in het bezit is van zijn kaart.
- (5) De belanghebbenden die hun ambulante activiteit van huis tot huis willen uitoefenen, moeten op pagina 4 van dit formulier de verbintenis ondertekenen aan de gestelde voorwaarden te zullen voldoen.

VERSLAG VAN DE GEMEENTELIJKE OVERHEID

VII. OPGAVE VAN DE VEROORDELINGEN

Rechtsmacht	Data van de veroordelingen	Veroordelingen	Uitgesproken straffen

VIII. VREEMDELINGEN

— Sinds wanneer verblijft de verzoeker regelmatig in België ? (juiste datum) :

.....

— Opgave van de gemeenten waar de verzoeker ingeschreven is geweest, met vermelding van de data van de verwijzingen (ingeval de vreemde verzoeker het land heeft verlaten moet hij de reden hiervoor opgeven).

Gemeente	Ingeschreven op	Geschrapt	
		op	voor

Fiskale
zegel
van 1.000 F

Zegel
van de
Gemeente

Ik bevestig dat de op deze bladzijde
vermelde gegevens juist zijn.

..... 19.....
De burgemeester (of zijn afgevaardigde)

IX. ENKEL IN TE VULLEN DOOR DE AANVRAGERS DIE AMBULANTE ACTIVITEITEN VAN HUIS-
AAN-HUIS WENSEN UIT TE OEFENEN

VOORWAARDEN VOOR HUIS AAN HUIS VERKOOP

Ondergetekende

Naam :

Voornaam :
die een ambulante activiteit ten huize van de consument wenst uit te oefenen, verklaart op de hoogte te zijn van de bepalingen en wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de informatie en de bescherming van de consument :

Art. 88. Onverminderd de gemeenrechtelijke voorschriften inzake het bewijs, moeten de verkopen aan de consument, bedoeld in deze afdeling, op straffe van nietigheid, vóór of ten laatste bij de levering van het produkt of het verlenen van de dienst het voorwerp uitmaken van een geschreven overeenkomst opgemaakt in zoveel exemplaren als er contracterende partijen met een onderscheiden belang zijn.

Dit contract moet vermelden :

- de naam en het adres van de verkoper;
- de datum en de plaats van de sluiting van de overeenkomst;
- de nauwkeurige aanwijzing van het produkt of van de dienst, alsook de belangrijkste kenmerken ervan;
- de termijn voor de levering van het produkt of voor het verlenen van de dienst;
- de te betalen prijs en de wijzen van betaling;
- het hierna volgend verzakingsbeding, in vet gedrukte letters en in een kader los van de tekst op de voorzijde van de eerste bladzijde : "Binnen zeven werkdagen, te rekenen van de dag die volgt op die van de ondertekening van dit contract, heeft de consument het recht om zonder kosten van zijn aankoop af te zien, op voorwaarde dat de verkoper hiervan bij een ter post aangetekende brief op de hoogte brengt. Elk beding waarbij de consument aan dit recht zou verzaken, is nietig. Wat betreft het in acht nemen van de termijn, is het voldoende dat de kennisgeving verstuurd wordt voor het verstrijken van deze termijn."

Deze laatste vermelding is voorgeschreven op straffe van nietigheid van de overeenkomst.

Art. 89. De verkopen van produkten of diensten, bedoeld in artikel 86 zijn slechts gesloten na een termijn van zeven werkdagen te rekenen vanaf de dag die volgt op die van de ondertekening van het contract bedoeld in artikel 88.

Tijdens deze bedenktijd heeft de consument het recht aan de verkoper, bij een ter post aangetekende brief, mee te delen dat hij van de aankoop afziet.

De consument verliest het recht om van de aankoop van een dienst af te zien, wanneer deze werd verleend vooraleer de consument zijn voornemen om van de aankoop af te zien heeft bekendgemaakt.

Met uitzondering van de verkopen bedoeld in artikel 86, § 1, 3°, mag onder geen enkel voorwendsel een voorschot of betaling, in welke vorm ook, van de consument worden geëist noch aanvaard, vooraleer de in dit artikel bedoelde bedenktijd is verstreken.

Art. 90. Bij verkoop op proef neemt de bedenktijd aanvang op de dag dat het produkt wordt geleverd en eindigt met het verstrijken van de proefperiode en zonder dat hij korter mag zijn dan zeven werkdagen.

Art. 91. Indien de consument afziet van de aankoop, kunnen hem daarvoor geen kosten worden aangerekend noch kan van hem daarvoor schadevergoeding worden gevraagd.

, op

Handtekening,

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 3 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister van Minister van Economische Zaken,

M. WATHELET

De Vice-Eerste Minister van Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,

J. VANDE LANOTTE

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

De Minister van Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw,

A. BOURGEOIS

Bijlage II

Getuigschrift af te geven door de gemeentelijke overheid enkel in geval van verlies, van wijziging of van vernieuwing van de kaart.

Dit getuigschrift is niet geldig in geval van aanvraag tot verkrijging van een kaart.

GETUIGSCHRIFT

Ondergetekende, burgemeester van, verklaart dat de titularis van de kaart van ambulante verkoper, waarvan hieronder afschrift, een aanvraag heeft ingediend :

a) tot vervanging van zijn verloren kaart;

b) tot wijziging van zijn kaart;

c) tot vernieuwing van zijn kaart.

Dit getuigschrift vervangt voorlopig de te vervangen, te wijzigen of te vernieuwen kaart (1).

Nummer van de kaart

Geldig tot

Naam en voornaam

Burgerlijke stand en geslacht

Nationaliteit

Plaats en datum van geboorte

Adres

Belanghebbende oefent de handel uit - voor eigen rekening (1)
- voor rekening van (1) (2)

Type van de activiteit :

.....
.....
.....
.....

Te, op

De Burgemeester,

(1) Het overbodige doorhalen

(2) Naam van werkgever of familielid voor wie betrokkene werkzaam is invullen.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 3 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister van Minister van Economische Zaken,

M. WATHELET

De Vice-Eerste Minister van Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,

J. VANDE LANOTTE

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

De Minister van Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw,

A. BOURGEOIS

NUMMER VAN DE KAART NAAM EN VOORNAAM GESLACHT NATIONALITEIT PLAATS EN DATUM VAN GEBOORTE ADRES STEMPEL VAN HET MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW BELANGHEBBENDE OEFENT DE AMBULANTE AKTIVITEIT UIT VOOR :	GELDIG TOT	FOTO EN ZEGEL VAN DE GEMEENTE
PLAATS EN AARD VAN DE AKTIVITEIT		

FISCALE ZEGEL (in zijn geheel)
(1) Deze machtiging is afgegeven overeenkomstig de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten; zij is slechts geldig vergezeld van de identiteitskaart. (2) De aanvraag tot vernieuwing van de kaart moet tussen de 90e en de 60e dag vóór het verstrijken van de geldigheidsduur ervan worden ingediend.

KONINKRIJK BELGIE — MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW — MACHTIGING TOT AMBULANTE AKTIVITEIT voor loontrekkende, helper of werkend vennoot — De NAMENS DE MINISTER: De gevolmachtigde ambtenaar.
--

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 3 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister van Minister van Economische Zaken,

M. WATHELET

De Vice-Eerste Minister van Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,

J. VANDE LANOTTE

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

De Minister van Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw,

A. BOURGEOIS

Anlage I

PROVINZ

MOD V

POSTLEITZAHL - GEMEINDE

ANTRAG AUF GENEHMIGUNG ZUR AUSÜBUNG EINES WANDERGEWERBES (1)

VERFALLTAG

<p>I. ANTRAG (2)</p> <p>— auf Erlangung</p> <p>— auf Erneuerung (3)</p> <p>— auf Abänderung (3)</p> <p>— auf Ersetzung (3)</p>	<p>Das Wandergewerbe wird ausgeübt (2)</p> <p>1. für eigene Rechnung</p> <p>2. als mithelfender Familienangehöriger</p> <p>3. als Arbeitnehmer</p> <p>4. als Person, die mit der täglichen Führung eines Betrieb beauftragt ist</p> <p>5. als aktiver Genosse</p>
<p>II. IDENTIFIKATION DES ANTRAGSTELLERS</p> <p>Name : Vornamen :</p> <p>Geburtsort und -datum : Geschlecht :</p> <p>Staatsangehörigkeit : Adresse :</p>	
<p>III. IDENTIFIKATION DES ARBEITSGEBERS ODER DER GESELLSCHAFT, FÜR DESSEN bzw. DEREN RECHNUNG DIE TÄTIGKEIT AUSGEÜBT WERDEN SOLL (4)</p> <p>a) Name en Vornamen (Benennung) :</p> <p>b) Adresse (Gesellschaftssitz) :</p> <p>c) Nummer des ausgestellten Scheins :</p>	
<p>IV. WAREN, FÜR DIE DIE GENEHMIGUNG BEANTRAGT WIRD</p> <p>Auf öffentlichen Märkten</p> <p>.....</p> <p>Auf öffentlicher Straße</p> <p>.....</p> <p>Von Haus zu Haus (5)</p> <p>.....</p> <p>(Siehe S. 4 : Verbindung unterschreiben)</p> <p>Blumenverkauf in Hotels, Restaurants und Cafes (Laut des Artikel 1, 1°, des Königlichen Erlaß vom 3. April 1995)</p>	
<p>V. BESONDERE ANGABEN, DIE DIE AUSLÄNDER ERTEILEN MÜSSEN</p> <p>Name des Ehepartners (der Ehepartnerin) :</p> <p>Staatsangehörigkeit (des Ehepartners/der Ehepartnerin) :</p>	
<p>VI. Mehrwertsteuer-Nummer (falls) :</p> <p>EVENTUELLE BEMERKUNGEN :</p> <p>.....</p>	

Der Unterzeichnete erklärt auf Ehre, daß die in seinem Antrag enthaltenen Angaben der Wahrheit entsprechen. Er bittet die Gemeindeverwaltung, die Richtigkeit der in den Teilen II und V vermerkten Angaben zu bestätigen und nachstehende Berichte auszufüllen.

....., den 19.....
Datum und Unterschrift des Antragstellers

WICHTIGE BEMERKUNGEN

- (1) Die Anträge auf Genehmigung zur Ausübung eines Wandergewerbes müssen leserlich ausgefüllt werden, vom Antragsteller unterzeichnet und der Gemeindeverwaltung zugeschickt werden. Letztere läßt die Anträge binnen fünf Tagen dem Ministerium des Mittelstandes und de Agrikultur, Zaveltoen, J. Stevensstraat 7, 1000 Brüssel zukommen; die betreffenden Formulare werden den Gemeindeverwaltungen kostenlos zugeschickt, wenn diese sie beim vorerwähnten Ministerium anfordern.
- (2) Unzutreffendes bitte streichen.
- (3) Im Falle eines Antrags auf Abänderung oder Erneuerung eines Scheins wird dem Antragsteller eine Bescheinigung ausgestellt, deren Muster in der Anlage II zum königlichen Beschluß vom 3. April 1995 veröffentlicht worden ist. Das gleiche gilt bei einem Antrag auf Erneuerung eines verlorenen Scheins. Die Gemeindeverwaltungen werden gebeten, diese Bescheinigungen selbst auszustellen. Die Karte, die abgeändert oder erneuert werden soll, muß dem Antrag beigefügt werden.
- (4) Der Antragsteller muß seinem Antrag eine Bescheinigung des Arbeitgebers beifügen, in de bestätigt wird, daß dieser ihn als mithelfender Familienangehöriger oder als Arbeitnehmer einstellen wird, sobald er im Besitz seines Scheins ist.
- (5) Beteiligte, der sein Wandergewerb von Haus zu Haus ausüben will, muß die auf Seite 4 dieses Formulars angegebenen Bedingungen unterschreiben und erfüllen.

BERICHT DER GEMEINDEVERWALTUNG

VII. LISTE DER VERURTEILUNGEN

Inстанz	Datum der Verurteilungen	Gründe für die Verurteilungen	Verhängte Strafen

VIII. AUSLÄNDER

— Seit wann hält er sich regelmäßig und ununterbrochen in Belgien auf ? (genaues Datum) :
.....

— Liste der Gemeinden, wo der Antragsteller eingetragen worden ist mit Angabe der Daten der Änderungen (sollte der Antragsteller das Land verlassen haben, muß er die Gründe dafür angeben).

Gemeinde	Eingetragen am	Gestrichen	
		am	für

Steuer-
Marke
von 1.000 bF

Siegel
der
Gemeinde

Ich bescheinige, daß die Angaben auf dieser Seite richtig sind.

....., den 19.....
Der Bürgermeister
(oder seine Beauftragter)

IX. NUR AUSZUFÜLLEN VON DEN ANTRÄGERN, DIE AMBULANTE GEWERBEN VON HAUS ZU HAUS AUSÜBEN WOLLEN

Unterszeichnete(r).

Name :

Vornamen :

Der/die beim Konsumenten zu Hause ein ambulantes Gewerbe ausüben wünscht, erklärt, über die Bestimmungen des Gesetzes vom 14. Juli 1991 über die Handelsgeschäfte und die Information und den Schutz des Konsumenten unterrichtet zu sein :

Art. 88. Unbeschadet der gemeinrechtlichen Vorschriften bezüglich der Beweisführung, sollen in diesem Abschnitt genannte Verkäufe an den Konsumenten vor oder spätestens bei der Lieferung des Produkts oder der Dienstleistung Gegenstand eines schriftlichen Vertrags sein, der in soviel Ausfertigungen erstellt wird, wie es vertragschliessende Parteien mit unterschiedlichen Interessen gibt und in Ermangelung dessen jeglicher Verkauf als nichtig gilt.

In diesem Vertrag werden folgende Daten erwähnt :

- Name und Adresse des Verkäufers;
- Datum und Ort der Verkaufsschließung;
- eine genaue Angabe des Produkts oder der Dienstleistung sowie der wichtigsten Merkmale;
- die Lieferungsfrist für das Produkt oder der Termin der Dienstleistung;
- der zu zahlende Preis und die Zahlungsweise(n);
- folgende Verzichtsklausel, die fetgedrückt in einem vom übrigen Text deutlich zu unterscheidenden Rahmen auf der Rückseite des ersten Blatts stehen soll : "Innerhalb von sieben Arbeitstagen ab dem Tag, der auf den Tag folgt, an dem dieser Vertrag unterschrieben wurde, hat der Konsument unter der Bedingung, daß er den Verkäufer per Einschreibebrief darüber verständigt, das recht. kostenlos auf seinen Kauf zu verzichten. Was das Einhalten der Frist betrifft, genügt es, den Einschreibebrief vor deren Termin zu verschicken."

Ohne obige Klausel ist der Vertrag ungültig.

Art. 89. Die im Artikel 86 bezeichneten Verkäufe von Produkten oder Diensten sind erst nach einer Frist von sieben Arbeitstagen ab dem Tag, der auf den Tag folgt, an dem der im Artikel 88 genannte Vertrag unterschrieben wurde, gültig geschlossen.

Während dieser Bedenkzeit hat der Konsument das recht, dem Verkäufer per Einschreiben mitzuteilen, daß er auf den Kauf verzichtet.

Der Konsument verliert das Recht, auf den Kauf einer Dienstleistung zu verzichten wenn diese erfolgt, bevor der Konsument sein Vorhaben mitgeteilt hat, auf den Kauf zu verzichten.

Die in Artikel 86, § 1, 3, genannten Verkäufe ausgenommen, darf unter keinerlei Vorwand vom Konsumenten eine An-oder Bezahlung gefordert bzw. angenommen werden, bevor die in diesen Artikel bezeichnete Bedenkzeit abgelaufen ist.

Art. 90. Beim Kauf auf Probe fängt die Bedenkzeit am Lieferungstag an und läuft sie ab mit dem Termin der Probeperiode, die nicht kürzer als sieben Arbeitstage sein darf.

Art. 91. Falss der Konsument auf den Kauf verzichtet, können ihm dafür weder Kosten noch ein Entschädigung angerechnet werden.

den

Unterschrift

Geprüft, um Unserem Erlaß vom 3. April 1995 beigelegt zu werden.

ALBERT

Im Namen des Königs :

Der Vizepremierminister und Minister der Justiz und der Wirtschaftsangelegenheiten,

M. WATHELET

Der Vizepremierminister und Minister des Innern und des Öffentlichen Dienstes,

J. VANDE LANOTTE

Der Minister der Finanzen,

Ph. MAYSTADT

Der Minister der Kleinen und Mittleren Betriebe und der Landwirtschaft,

A. BOURGEOIS

Anlage II

Muster einer durch die Gemeindeverwaltung auszustellende Bescheinigung bei Verlust, Änderung oder Erneuerung des Gewerbescheins.

BESCHEINIGUNG

Der Unterzeichnete, Bürgermeister von bescheinigt dass der Inhaber des als Abschrift beigelegten Wandergewerbescheins einer Antrag eingereicht hat zwecks :

- a) Ersetzung seines Scheins;
- b) Änderung seines Scheins;
- c) Erneuerung seines Scheins.

Die vorliegende Bescheinigung dient vorläufig als zu ersetzender, zu ändernder oder zu erneuernder Schein (1).

Nummer des Gewerbescheins

Gültig bis

Name und Vornamen

Personenstand und Geschlecht

Staatsangehörigkeit

Geburtsort und -datum

Adresse

Der Betreffende übt das Gewerbe aus - für eigene Rechnung (1)
- für Rechnung (1) (2)

.....

.....

.....

.....

..... den

Der Bürgermeister

(1) Nichtzutreffendes streichen

(2) ???

Geprüft, um Unsrem Erlaß vom 3. April 1995 beigelegt zu werden.

ALBERT

Im Namen des Königs :

Der Vizepremierminister und Minister der Justiz und der Wirtschaftsangelegenheiten,

M. WATHELET

Der Vizepremierminister und Minister des Innern und des Öffentlichen Dienstes,

J. VANDE LANOTTE

Der Minister der Finanzen,

Ph. MAYSTADT

Der Minister der Kleinen und Mittleren Betriebe und der Landwirtschaft,

A. BOURGEOIS

GEWERBESCHEINNUMMER NAME UND VORNAMEN PERSONENSTAND GESCHLECHT STAATSANGEHÖRIGKEIT GEBURTSORT UND -DATUM ADRESSE SIEGEL DES MINISTERIUM DES MITTELSTANDES UND DES AGRIKULTUR DER BETREFFENDE ÜBT DAS GEWERBE AUS FÜR RECHNUNG VON	GÜLTIG BIS	PHOTO UND GEMEINDESIEGEL
ORT UND OBJEKT DER AKTIVITÄT		

STEUERMARKE (ganz)	KÖNIGREICH BELGIEN — MINISTERIUM DES MITTELSTANDES UND DER AGRIKULTUR — GENEHMIGUNG ZUR AUSÜBUNG DES WANDERGEWERBES für Lohnempfänger, Hilfskraft oder aktiver Genosse — Den IN NAMEN DES MINISTERS : Die beauftragte Beamte.
(1) Diese Genehmigung wird aufgrund des Gesetzes vom 25. Juni 1993 über die Ausübung des Wandergewerbes und die Organisation der öffentlichen Märkte ausgestellt; sie ist nur gültig zusammen mit den Personalausweis. (2) Der Antrag auf Erneuerung des Wandergewerbescheins muß zwischen dem 90. und dem 60. Tag vor dem Datum, an dem der Gewerbeschein verfällt, eingereicht werden.	

Geprüft, um Unserem Erlaß vom 3. April 1995 beigelegt zu werden.

ALBERT

Im Namen des Königs :

Der Vizepremierminister und Minister der Justiz und der Wirtschaftsangelegenheiten,

M. WATHELET

Der Vizepremierminister und Minister des Innern und des Öffentlichen Dienstes,

J. VANDE LANOTTE

Der Minister der Finanzen,

Ph. MAYSTADT

Der Minister der Kleinen und Mittleren Betriebe und der Landwirtschaft,

A. BOURGEOIS